

Contribution de Christophe Moreau à la journée de l'AFS sur le livre vert
vendredi 28 mai 2010 à Paris

(NJEP/ressources jeunesse)

Les intervenants devaient prendre chacun 5 minutes pour répondre à chacune de ces trois questions. Christophe Moreau fait part de quelques réflexions issues de ses travaux de recherche (chercheur associé au LAS/Université Européenne de Bretagne) et de son travail d'accompagnement des politiques publiques dans le cadre de JEUDEV (Jeunesse Développement Intelligents, sarl de recherche développement en sciences humaines basée à Rennes)

Question n°1 : en quoi est-ce que vos travaux respectifs concernent l'autonomie des jeunes ; dans le cadre de vos travaux, comment définissez-vous l'autonomie des jeunes?

Ce propos très partiel et synthétique s'appuie sur quelques expériences en cours, qui concernent :

- l'insertion sociale et professionnelle des jeunes dans des quartiers inscrits en politique de la ville (Lorient, Flers, Nantes, Rennes) ;
- des échanges et formations avec des missions locales de Bretagne (Fougères, Quimper, Rennes, Brest) ;
- ma participation au conseil d'administration du CRIJ Bretagne et à des enquêtes sur l'accès des jeunes à l'information ;
- des recherches sur les pratiques festives conduites depuis une quinzaine d'années (collectif teknotonomie, apéros géant, association adrénaline) ;
- des recherches européennes sur la protection de l'enfance (programme européen Daphné, DIU ados difficiles).

Mes travaux cherchent à définir des critères anthropologiques d'accès à l'âge adulte, sachant que les seuils sociologiques traditionnels (accès au travail, à la création d'une famille, au logement) ne sont plus efficaces pour une partie des 20-29 ans en Europe, qui vivent désormais des trajectoires yoyo, des va-et-vient prolongés entre études et travail, entre logement indépendant et cohabitation, entre célibat et vie matrimoniale...

Je m'interroge donc sur le processus d'affiliation sociale. C'est le concept que nous utilisons au LAS (Laboratoire d'Anthropologie et de sociologie). Nous préférons ce concept à celui d'autonomie.

La notion même d'autonomie (auto nomos = chacun sa propre loi), en effet, présente certains dangers intellectuels et idéologiques : déclin des notions de solidarité, d'entraide, de responsabilité collective dans nos représentations. Elle implique une hyper responsabilisation individuelle, et valorise l'idée que l'on pourrait se socialiser de façon atomisée, chacun pour soi. Par voie de conséquence, on observe de nombreux jeunes (et autres usagers du travail social) qui épuisent toutes leurs ressources et leurs réseaux de solidarités avant de demander un soutien social. On peut donc recommander, politiquement, de revaloriser les notions de protection sociale et de solidarité. Anthropologiquement, nous affirmons que l'être humain est un être de réciprocité, d'interdépendance. Toute société est un échange généralisé de services, un système de don / contre don. C'est pourquoi nous préférons le terme d'affiliation sociale à celui d'autonomie.

Nous proposons trois dimensions, complémentaires, pour définir l'affiliation sociale, et donc l'accès à l'âge adulte, que certains appellent « autonomie ».

- l'accès à la responsabilité : accès à l'utilité sociale, au don contre don ; l'adolescent puis le jeune adulte accède à la prise en charge de lui-même (trajectoire sociale, hygiène de vie, logement...), et à la prise en charge d'autrui ; il accède également à la capacité de réciprocité, c'est-à-dire qu'il peut déléguer une partie de ses responsabilités et se faire aider. C'est l'affiliation sociale contributive, « être responsable », être inter dépendant.
- L'accès à une identité négociée : l'affiliation sociale est également un processus qui permet d'être soi, d'avoir une singularité, une spécificité identitaire, une certaine réflexivité, et de pouvoir négocier cette singularité avec autrui. Cette dimension de la personne humaine (affiliation sociale identitaire) permet également d'appartenir, d'être en lien, de se poser soi et de poser l'autre. Elle implique également d'être reconnu dans ce que l'on est.

- L'accès à la liberté : cette troisième dimension de l'affiliation sociale relève d'un registre axiologique, qui permet de s'autoriser et de s'interdire, de vivre des plaisirs et de renoncer, de désirer, de réguler ses désirs. Elle se donne à voir notamment, lors de l'adolescence et de la jeunesse, dans l'expérimentation émotionnelle autour de l'ivresse, de la sexualité, de la recherche de vertige, que l'on doit petit à petit apprendre à maîtriser.

Ces trois dimensions sont constitutives de l'affiliation sociale (responsabilité, identité, maîtrise de soi), et nécessitent des interactions avec autrui. La notion d'autonomie, souvent réduite à la notion d'indépendance financière et logistique, ne rend pas compte de ces processus.

Question n°2 : dans vos travaux, pouvez-vous nous dire comment les jeunes parlent de leur autonomie et quelles sont les difficultés qu'ils expriment à cet égard?

Pour répondre à cette question, il faut impérativement dissocier les jeunes en cours d'affiliation sociale, qui vivront cette période avec beaucoup de soutien et d'horizons possibles, d'une part, et les jeunes vulnérables et/ou en souffrance d'autre part. En simplifiant, on peut dire qu'en France on compte environ 10 % d'adolescents et de jeunes adultes qui sont dans des situations fragilisées, et qui peuvent voir les soutiens et les horizons se réduire, et 5 % de personnes en grande souffrance qui sont désaffiliées : carences de liens, déficit de prise en charge, maîtrise de soi compromise. Ces deux réalités n'ont absolument rien à voir.

Si l'on parle de façon générale, et si l'on écoute ce que nous disent la majorité des jeunes, on voit que l'affiliation sociale passe par la famille et les amis. Que l'accès au travail et à l'emploi est la demande numéro 1. Et qu'également les attentes sont très fortes en matière de vie culturelle et festive. Enfin, de façon récurrente, toutes nos enquêtes montrent une forte demande d'écoute et de reconnaissance de la part des jeunes générations.

- **L'affiliation sociale passe par la famille et les amis** : les jeunes français sont plutôt soutenus, recourent à de l'information auprès de leur famille, ont une sociabilité intense : la construction identitaire s'appuie sur les appartenances et une reconnaissance par l'entourage. Les difficultés récurrentes énoncées par les jeunes concernent le logement, et les transports. Ce qui caractérise les jeunes en marge, en difficulté, ce sont : le déficit de liens, le manque de distance à l'autre, les ruptures familiales. On doit aussi rappeler que les jeunes des quartiers « populaires » affirment toujours être victimes de discrimination ethnique. L'intégralité des jeunes demande de façon récurrente des lieux pour se retrouver, et des activités.
- **L'accès au travail et à l'emploi** : c'est la demande n° 1 de tous les jeunes ; ils s'intéressent au travail, et sont attentifs à l'ambiance, à la dimension du « sens » et à l'adéquation entre leur travail et leur projet personnel. Toutefois, un an après le livre vert, la situation est difficile pour les jeunes les moins formés :
 - o Dans les missions locales en Bretagne : on observe une augmentation du nombre de suivis de + 10 % en moyenne entre 2008 et 2009 ; + 25 % dans les pôles urbains, qui concentrent une plus grande partie des jeunes ; on observe un moindre accès au travail et notamment à l'interim, une progression du chômage, un moindre accès à la formation, malgré les efforts de l'état avec le contrat d'accès à la formation. Les hommes sont plus touchés.
 - o Par ailleurs, il y a de fortes attentes des jeunes pour créer leur entreprise (15 à 20 % des jeunes en Bretagne). Il importe aussi de pouvoir accéder à l'utilité sociale même en dehors du travail, et d'être reconnu dans son engagement, à une époque où la jeunesse s'allonge et où le temps de loisirs augmente dans nos vies. En cela, des expériences telles que le livret de l'engagement mis en place par la fédération des Francas Pays de Loire sont très prometteuses et permettront de réduire le retard pris en France sur ces questions.
- **La vie culturelle et festive** : c'est une voie privilégiée pour s'affilier socialement, construire des appartenances, des identités culturelles, se responsabiliser et apprendre à réguler ses émotions. Bien que les jeunes adultes valorisent cette dimension, généralement les pouvoirs publics n'y croient pas beaucoup. On a plutôt tendance à stigmatiser les expressions culturelles et festives (techno, apéros géants...). On note notamment un enjeu, en France, de mieux dissocier « ivresse dommageable » et « ivresse festive » ; généralement, à travers les regroupements festifs, les pouvoirs publics ne parlent que de maladie, d'addictologie, de toxicomanie, d'alcoolisme. Nous pensons qu'il y a un enjeu massif à mieux se partager

les responsabilités à ce sujet. Notamment, derrière ces évolutions sociales, on perçoit fortement l'enjeu des relations garçons / filles (vaste débat que l'on ne peut ici développer...).

- **La demande d'écoute et de reconnaissance** : dans la plupart de nos enquêtes, après les attentes en termes de logement, transports, soutien logistique, les jeunes sont très demandeurs sur les plans de l'estime de soi, de la relation d'écoute, de la valorisation. Ils nous demandent des « yeux » et des « oreilles » adultes.

Question n°3 : dans les contextes particuliers de vos recherches, comment les politiques publiques viennent-elles ou non soutenir l'autonomie des jeunes? Quels sont les principaux freins que vous identifiez à cet égard?

- 1 – Le système de formation fonctionne pour ce qui est de développer l'intelligence, la réflexivité, la culture des jeunes. Mais il est trop déconnecté du monde du travail. On entend souvent parler d'orientation subie. Le monde du travail est devenu complexe, opaque, méconnu.
- 2 – On note une focalisation de la puissance publique sur la notion de responsabilité individuelle : responsabilité pénale, juridique ; se prendre en charge, ou prendre en charge ; faire un projet ; « réussir ». Il y a en France une accentuation de la pression sur la réussite scolaire, mais on ne prend pas en compte les autres dimensions du bien être et de l'affiliation sociale. Sur ce plan toutefois, je trouve très pertinente la notion de service civique.
- 3 La construction identitaire et le lien entre les générations sont des dimensions à valoriser : appartenir, avoir des relations, des réseaux, être en lien sont des atouts pour s'affilier socialement.
- 4 L'enjeu des pratiques culturelles, artistiques, et du vécu émotionnel n'est pas intégré à nos politiques de la jeunesse, malgré les phénomènes massifs de l'allongement de la vie et de la jeunesse, de l'augmentation du temps de loisir.
- 5 Un obstacle aux politiques de la jeunesse est le cloisonnement de nos « services » à la jeunesse, entre « éducation – social – santé – justice – culture ». Il faudrait une approche plus territoriale.
- 6 On devrait penser à mieux articuler « mobilité » et « appropriation de son territoire » : certaines politiques constituent malgré elles des dynamiques d'enfermement dans les quartiers, ou bien inversement l'incitation à la mobilité peut provoquer du « désancrage ». Mobilité et appropriation du territoire sont à penser de façon complémentaire.
- 7 Je déplore le déclin du soutien à l'information jeunesse, à l'éducation populaire actuellement en France. Nous sommes dans une zone de trouble législatif et institutionnel depuis dix ans : affaiblissement des finances des conseils généraux, des villes ; réorganisation de l'état ; IMMEDIATE INSTITUTIONNELLE ; les nouvelles formes d'appels à projets contournent les services déconcentrés de l'état qui assuraient pourtant un maillage territorial indispensable.
- 8 Enfin, la difficulté à construire une intelligence partagée sur ces questions est également un obstacle : difficulté à mettre en place « l'évaluation interne » dans la protection de l'enfance ; enjeu global de développer la parole des jeunes dans les instances qui les concernent (comités consultatifs, conseils d'administrations des associations...); comme l'avait écrit Bertrand Schwartz, il y a une absolue nécessité d'écouter les jeunes avant de décider pour eux . Une politique de la jeunesse, c'est un apprentissage réciproque entre les générations.

Christophe Moreau, mai 2010
moreau@jeudevi.org